



# Commune de Forel (Lavaux)

Case postale 52 - 1072 Forel (Lavaux)  
Tél. 021 781 17 17 - Fax 021 781 24 40

Municipalité de Forel (Lavaux)  
au Conseil communal de  
1072 Forel (Lavaux)

## Préavis no 9 /2016 concernant la fixation du plafond d'endettement et de risque pour cautionnement pour la législature 2016 – 2021

Monsieur le Président,  
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

### 1. Préambule

Depuis 1956, les communes avaient l'obligation d'obtenir, auprès du département en charge des communes, une approbation pour chaque emprunt et cautionnement qu'elles souhaitaient contracter auprès de divers bailleurs de fonds. Cette solution, avec les années, était devenue toujours plus lourde.

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution vaudoise du 14 avril 2003, la surveillance cantonale de l'endettement communal a été restreinte par une modification de la Loi du 28 février 1956 sur les communes. Le Constituant a en effet retenu que l'autonomie communale devait être renforcée et les interventions cantonales limitées à la légalité et non plus au contrôle de l'opportunité.

La fixation du plafond initial de début de législature est du ressort exclusif de la commune, sans autorisation préalable du canton. L'intervention du canton n'est prévue que dans le cas où la commune doit, en cours de législature, dépasser le plafond d'endettement qu'elle s'est fixé.

### 2. Les objectifs du plafond d'endettement

Dans un but de simplification de procédure et de limitation du contrôle de l'Etat à la légalité, le Grand Conseil a accepté en 2005, dans le cadre de la révision de la Loi sur les communes, de supprimer les autorisations d'emprunts et de cautionnements, pour introduire la notion de « plafond d'endettement et de risque pour le cautionnement ».

Les avantages de ce système sont de :

- respecter les dispositions de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003 (articles 139 et 140), traitant de l'autonomie communale et de la surveillance de l'Etat,
- réagir et profiter plus rapidement des conditions du marché des capitaux, au vu de la diminution des autorisations légales à obtenir,
- simplifier et diminuer la charge administrative.

**La fixation d'un plafond d'endettement ne libère par la Municipalité de l'obligation de demander une autorisation au Conseil communal pour chaque nouvel emprunt qu'elle souhaite contracter.**

### 3. Bases légales

#### Loi du 28 février 1956 sur les communes (LC)- Art 143 Emprunts

1. Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.
2. Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.
3. Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.
4. Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.
5. Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.

Ces deux plafonds doivent être approuvés par le Conseil communal dans le courant des six premiers mois de chaque législature puis communiqué à l'Etat.

#### Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes (RCCom), art 22a - Modification du plafond d'endettement en cours de législature

1. Toute demande de modification du plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.
2. Dans son examen, celui-ci se fonde sur :
  - Le budget et les comptes annuels de la commune concernée
  - Une planification financière
3. La situation financière de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.

### 4. Détermination de notre plafond d'emprunt 2016-2021

Chaque responsable de dicastères a analysé les besoins de notre Commune dans son domaine de responsabilité. De là, la Municipalité a consolidé ces projets à venir sous forme d'un plan des investissements de législature.

Un effort principal sera porté jusqu'en 2021 sur les dicastères suivants :

- |                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| - bâtiments communaux  | CHF 1'200'000.- |
| - voirie               | CHF 2'100'000.- |
| - eau potable          | CHF 1'320'000.- |
| - SDIS                 | CHF 2'200'000.- |
| - Epuration et déchets | CHF 990'000.-   |

## Plan des investissements 2016-2021

Objet	2016	2017	2018	2019	2020	2021	total
Sources du Grenet	fr. 1'000'000.00	fr. 400'000.00					fr. 1'400'000.00
Nouveau tracteur	fr. 115'000.00						fr. 115'000.00
<b>Totaux intermédiaires</b>	<b>fr. 1'115'000.00</b>	<b>fr. 400'000.00</b>	<b>fr. -</b>	<b>fr. -</b>	<b>fr. -</b>	<b>fr. -</b>	<b>fr. 1'515'000.00</b>

\* Objets pour lesquels de nouveaux emprunts sont à prévoir \*

Collecteur EC Liétaz Favaz	fr. 220'000.00						fr. 220'000.00
Accès bus scolaire	fr. 135'000.00						fr. 135'000.00
Trottoir + arrêt bus/RC639	fr. 50'000.00						fr. 50'000.00
Extension EU Petit Jorat	fr. 100'000.00						fr. 100'000.00
Conduite EP Chesaude		fr. 220'000.00					fr. 220'000.00
Conduite EP Bedaule (fin)				fr. 350'000.00			fr. 350'000.00
Conduite EP Gourze (Anc. Pension)		fr. 400'000.00					fr. 400'000.00
Conduite EP Pra Lovat					fr. 150'000.00		fr. 150'000.00
Conduite EP Cornes de Cerf						fr. 200'000.00	fr. 200'000.00
Groupe scolaire : rénovation de 2 classes/an			fr. 180'000.00	fr. 180'000.00	fr. 180'000.00	fr. 180'000.00	fr. 720'000.00
Prés de Bamps : caserne SDIS + bassin de rétention			fr. 2'200'000.00				fr. 2'200'000.00
Pigeon : réfection du toit			fr. 180'000.00				fr. 180'000.00
Pavillon : étanchéité + rénovation sous-sol					fr. 300'000.00		fr. 300'000.00
Etude EU STEP Raccordement SIGE/Cully y compris		fr. 100'000.00					fr. 100'000.00
Extension EU Demelette-Bedaule 1ère partie + étude solde			fr. 200'000.00				fr. 200'000.00
Etude EU au Ch. des Carboles Eau & EU Chercotte suite (eau potable)		fr. 600'000.00		fr. 50'000.00			fr. 650'000.00
Etude et réalisation route des Tavernes		fr. 1'100'000.00					fr. 1'100'000.00
Aménagement place de la Grande Salle				fr. 100'000.00			fr. 100'000.00
Place du Pavillon (du bas)						fr. 60'000.00	fr. 60'000.00
Traversée du Pigeon + place Colombarium + aménagement cimetière			fr. 150'000.00		fr. 170'000.00		fr. 320'000.00
Surfaçage Jubin - giratoire des Deux-Ponts ECF		fr. 100'000.00					fr. 100'000.00
Construction abri matériaux dépôt (syncro avec caserne des pompiers)				fr. 200'000.00			fr. 200'000.00
Traversée de la Tuillière				fr. 130'000.00			fr. 130'000.00
Aménagement giratoire du Chêne			fr. 90'000.00				fr. 90'000.00
<b>* Totaux *</b>	<b>fr. 505'000.00</b>	<b>fr. 2'520'000.00</b>	<b>fr. 3'000'000.00</b>	<b>fr. 1'010'000.00</b>	<b>fr. 800'000.00</b>	<b>fr. 440'000.00</b>	<b>fr. 8'275'000.00</b>
<b>Totaux généraux</b>	<b>fr. 1'620'000.00</b>	<b>fr. 2'920'000.00</b>	<b>fr. 3'000'000.00</b>	<b>fr. 1'010'000.00</b>	<b>fr. 800'000.00</b>	<b>fr. 440'000.00</b>	<b>fr. 9'790'000.00</b>

Evolution du solde du <u>plafond des emprunts</u> 2016-2021					
	Situation initiale	Amortissements	Solde au 31.12	Crédits/emprunts	fr. 17'660'000.00
	fr.	fr.	fr.	fr.	Solde
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
2016	9'023'825.00	361'835.00	8'661'990.00	1'050'000.00	7'948'010.00
2017	9'711'990.00	526'835.00	9'185'155.00	2'520'000.00	5'954'845.00
2018	11'705'155.00	663'435.00	11'041'720.00	3'000'000.00	3'618'280.00
2019	14'041'720.00	763'485.00	13'278'235.00	1'010'000.00	3'371'765.00
2020	14'288'235.00	793'835.00	13'494'400.00	800'000.00	3'365'600.00
2021	14'294'400.00	820'485.00	13'473'915.00	440'000.00	3'746'085.00
2022	13'913'915.00				

L'évolution des finances communales dictera nos possibilités d'investissements. Il ne s'agit bien entendu que de prévisions et le Conseil communal devra se prononcer sur chaque objet qui sera étudié et justifié par un préavis municipal.

Pour rappel, le préavis n° 12/2011 – fixation du plafond d'endettement et de risques pour cautionnements pour la législature 2011-2016 se montait à CHF 12'500'000.- pour l'endettement et à 1'400'000.- pour les cautionnements et autres engagements.

Sur la base du nouvel outil que le Canton a mis à notre disposition, les comptes 2015 laissent apparaître le résultat de **103.00 %**, ceci place notre Commune dans une position que l'on peut qualifier de « correcte ». En effet, la valeur « moyenne » est comprise entre 100 et 150% (dette brute x 100/revenus courants).

La projection que la Municipalité a effectuée en utilisant le tableur de support à la détermination du plafond d'endettement nous situe à une quotité de dette brute de **191 %** en 2021. Ce taux nous place en situation « mauvaise ». La situation s'est donc détériorée par rapport à la précédente législature.

Cet état de fait ne nous permettra vraisemblablement pas d'effectuer tous les investissements prévus, sauf si la péréquation devait nous être plus favorable.

La Municipalité vous propose dès lors de fixer les plafonds suivants pour la durée de la législature 2016-2021 :

- Plafond d'endettement à : CHF 17'660'000.-
- Plafond de risque pour cautionnement et autres engagements à : CHF 2'000'000.-

**5. Conclusions**

Au vu de ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

**LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREL (LAVAUX)**

Vu le préavis municipal 9/2016 ;  
Où le rapport de la commission chargée de son étude ;  
Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

**DECIDE**

- De fixer le plafond d'endettement à : CHF 17'660'000.-
- De fixer le plafond de risque pour cautionnement et autres engagements à : CHF 2'000'000.-

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

La Syndique :

  
S. Audino

Le Secrétaire :

  
P.-A. Borloz

Admis en Municipalité le 14 novembre 2016

Municipal responsable :- M. Bernard Perret, municipal du dicastère des finances

Annexes : - Tableaux des données communales 2016-2021

## Données communales

BILAN - Résumé des comptes		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
920 + 921 + 922 + 923	Dettes et engagements	8'685'194	10'305'194	12'575'194	14'775'194	15'785'194	16'585'194	17'025'194
925	Passifs transitoires	52'430						
910 + 911 + 912 + 913	Actifs circulants et patrimoine financier	3'131'439	3'613'268	4'010'293	4'346'793	4'616'293	4'871'793	5'110'293
	<i>Dettes brute</i>	8'685'194	10'305'194	12'575'194	14'775'194	15'785'194	16'585'194	17'025'194
	<i>Dettes nette</i>	5'606'185	6'691'926	8'564'901	10'428'401	11'168'901	11'713'401	11'914'901

FONCTIONNEMENT - Résumé des comptes		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
425	Revenus prêts du patrimoine admin.							
427	Revenus immeubles du patrimoine admin.	849'261	860'000	856'600	858'000	860'000	862'000	864'000
431	Emoluments	31'152	31'000	31'000	33'000	33'500	33'500	33'500
40	Impôts	4'754'910	5'487'000	5'002'500	5'050'000	5'100'000	5'150'000	5'200'000
41	Pattentes, concessions	1'903	1'000	1'000	1'500	1'500	1'500	1'500
42	Revenus du patrimoine	901'087	914'230	901'830	902'000	905'000	910'000	915'000
43	Taxes, émoluments, produits	1'533'598	1'326'765	1'351'875	1'350'000	1'350'000	1'335'000	1'335'000
44	Parts aux recettes cantonales	113'264	120'900	120'900	122'000	123'000	124'000	125'000
45	Participation, remb. coll. pub.	1'089'924	992'729	1'267'709	1'270'000	1'280'000	1'290'000	1'300'000
46	Autres participations, sub.	13'233	57'500	58'000	58'000	58'000	59'000	60'000
30	Autorité et personnel	1'600'410	1'613'620	1'661'024	1'670'000	1'670'000	1'650'000	1'655'000
31	Biens, services, marchandises	1'955'534	1'676'970	1'708'300	1'675'000	1'670'000	1'670'000	1'670'000
32	Intérêts passifs	178'472	198'585	167'040	185'000	190'000	195'000	198'000
330	Amort. patrimoine financier	106'440	102'500	102'500	195'000	275'000	305'000	330'000
35	Remboursements, participations	4'508'992	4'783'520	4'626'395	4'650'000	4'700'000	4'750'000	4'800'000
36	Aides et subventions	30'669	43'100	41'530	42'000	43'000	44'000	45'000
	<i>Revenus courants</i>	8'407'919	8'900'124	8'703'814	8'753'500	8'817'500	8'869'500	8'936'500
	<i>Revenus fiscaux et autres</i>	5'637'225	6'379'000	5'891'100	5'942'500	5'995'000	6'047'000	6'099'000
	<i>Marge d'autofinancement</i>	27'402	481'829	397'025	336'500	269'500	255'500	238'500

INVESTISSEMENTS COMMUNAUX PROPRES		2016	2017	2018	2019	2020	2021
5	Dépenses d'investissement du patrimoine administratif	1'620'000	2'520'000	3'000'000	1'010'000	800'000	440'000
5	Dépenses d'investissement du patrimoine financier						
61 +62 +66	Recettes d'investissement du patrimoine administratif		250'000	800'000			
61 +62 +66	Recettes d'investissement du patrimoine financier						
	<i>Investissements nets</i>	1'620'000	2'270'000	2'200'000	1'010'000	800'000	440'000
A financer par	Dettes/Emprunt	1'620'000	2'270'000	2'200'000	1'010'000	800'000	440'000
	Trésorerie						
	Remboursements d'emprunts par des liquidités						

# Plafond d'endettement

Législature 2016 - 2021

Commune **Forel (Lavaux)**  
 N° OFS 5604  
 District Lavaux-Oron

Situation au 31.12.2015

	Sans ass. autofin.
<b>Quotité de dette brute</b>	<b>103%</b>
Dette brute	8'685'194
Revenus courants	8'407'919
<b>Quotité de dette nette</b>	<b>99%</b>
Dette nette	5'606'185
Revenus fiscaux et autres	5'637'225

Projections 2016 à 2021

Sans ass. autofin.	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Quotité de dette brute</b>	<b>116%</b>	<b>144%</b>	<b>169%</b>	<b>179%</b>	<b>187%</b>	<b>191%</b>
Dette communale	10'305'194	12'575'194	14'775'194	15'785'194	16'585'194	17'025'194
Dette associations	-	-	-	-	-	-
Cautionnements	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>10'305'194</b>	<b>12'575'194</b>	<b>14'775'194</b>	<b>15'785'194</b>	<b>16'585'194</b>	<b>17'025'194</b>
Revenus communaux	8'900'124	8'703'814	8'753'500	8'817'500	8'869'500	8'936'500
Revenus associations	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8'900'124</b>	<b>8'703'814</b>	<b>8'753'500</b>	<b>8'817'500</b>	<b>8'869'500</b>	<b>8'936'500</b>
<b>Quotité de dette nette</b>	<b>105%</b>	<b>145%</b>	<b>175%</b>	<b>186%</b>	<b>194%</b>	<b>195%</b>
Dette communale	6'691'926	8'564'901	10'428'401	11'168'901	11'713'401	11'914'901
Dette associations	-	-	-	-	-	-
Cautionnements	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6'691'926</b>	<b>8'564'901</b>	<b>10'428'401</b>	<b>11'168'901</b>	<b>11'713'401</b>	<b>11'914'901</b>
Revenus communaux	6'379'000	5'891'100	5'942'500	5'995'000	6'047'000	6'099'000
Revenus associations	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6'379'000</b>	<b>5'891'100</b>	<b>5'942'500</b>	<b>5'995'000</b>	<b>6'047'000</b>	<b>6'099'000</b>

Choix fixé par le Conseil communal/général pour la législature

	Quotité brute <input checked="" type="checkbox"/>	Quotité nette <input type="checkbox"/>
Quotité de dette maximale en % pour la période 2016 - 2021	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Endettement sans associations autofinancées max. en CHF	17'660'313	-

## Commentaires

La quotité de dette brute maximale retenue pour la période 2016-2021 est de 200 %, ce qui correspond à un endettement de fr. 17'660'000.-.  
 En ce qui concerne le plafond de cautionnement il a été fixé à fr. 2'000'000.-.

Certifié conforme au préavis adopté par le Conseil communal dans sa séance du 16 décembre 2016.

Au nom de la Municipalité

La Syndique :

Le Secrétaire Municipal :

Signatures

Suzanne Audino

Pierre-Alain Borloz

Prénoms/noms

Forel (Lavaux), le  
 16.12.2016